

**Point de presse de la porte-parole -
UNESCO/Élection de Mme Audrey
Azoulay à la direction
générale/Rappel de la déclaration de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères -
Culture/Lille-métropole, capitale
mondiale du design 2020/Rappel de
la déclaration de la porte-parole -
UE/Participation de Mme Nathalie
Loiseau à la réunion du conseil
affaires générales -
Venezuela/Annonce des résultats
des élections régionales -
Somalie/Attaque terroriste - Iran -
Irak - Syrie - Sahel
(Paris, 16 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé les deux déclarations suivantes :

1 - UNESCO - Élection de Mme Audrey Azoulay à la direction générale (Paris, 13 octobre 2017) - Rappel de la déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Je salue la décision du Conseil exécutif de proposer à la Conférence générale qui se réunira le 10 novembre d'élire Mme Audrey Azoulay directrice générale de l'UNESCO, alors que cette institution fait face à des défis historiques.

Le moment est venu pour les États membres de se rassembler autour du projet que porte Mme Azoulay afin que l'UNESCO se concentre sur ses missions essentielles : la diffusion de la connaissance, la promotion d'une éducation de qualité pour tous, la protection du patrimoine de l'humanité et de notre environnement, l'autonomisation des femmes et des filles. La France promeut un multilatéralisme fort et responsable, capable de relever les défis de notre temps. Elle souhaite que l'UNESCO serve les objectifs de paix et du développement durable au coeur du projet des Nations unies.

Je veux rendre hommage à Irina Bokova qui a su faire face aux nombreux défis auxquels a été confrontée l'UNESCO au cours de ses deux mandats. Je souhaite également saluer les autres candidatures et les projets de qualité portés par nos partenaires.

2 - Culture - Lille-métropole, capitale mondiale du design 2020 (14 octobre 2017) - Rappel de la déclaration de la porte-parole

Nous saluons le choix, fait le 14 octobre par l'organisation mondiale du design à Turin, de retenir la métropole européenne de Lille comme capitale mondiale du design en 2020.

Depuis sa désignation comme capitale européenne de la culture en 2004, Lille a résolument opté pour un développement tenant compte de la contribution des industries culturelles à la croissance économique, au renouvellement urbain et à la cohésion sociale.

Ce nouveau rendez-vous de la métropole lilloise avec la culture devrait attirer plus de 5 millions de visiteurs tout au long de l'année 2020.

Il suscitera également de fortes retombées pour la réputation internationale de la filière design française, dans un large spectre d'activités économiques et culturelles allant du design industriel au développement urbain.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères s'est fortement engagé dans la promotion de cette candidature et a apporté un appui sans relâche aux démarches internationales de la métropole.

Créée en 1957, l'organisation mondiale du design est une association non-gouvernementale regroupant plus de 140 membres provenant de 40 pays. Elle désigne tous les deux ans depuis 2008 une capitale mondiale du design. Lille-métropole est le premier territoire français à recevoir ce titre et succédera à Taipei en 2016 et Mexico en 2018.

Elle a fait les trois déclarations suivantes :

3 - Union européenne - Participation de Mme Nathalie Loiseau à la réunion du conseil affaires générales (Luxembourg, 17 octobre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, participera à la réunion du conseil affaires général à Luxembourg le 17 octobre.

Trois points principaux seront à l'ordre du jour :

- préparation du conseil européen des 19 et 20 octobre : les ministres examineront le projet de conclusions qui portera sur quatre priorités (migrations, sécurité et défense, relations extérieures, numérique). Mme Nathalie Loiseau continuera à cette occasion de plaider pour

une Europe qui protège ;

- dialogue annuel sur l'État de droit : pour la troisième fois depuis que ce débat a été institué en décembre 2014, le conseil affaires générales aura un échange de vues qui portera cette année sur le «pluralisme des médias et de l'État de droit à l'ère du numérique». La ministre mettra en avant plusieurs exemples d'initiatives prises par la France dans ces domaines ;

- cybersécurité : le vice-président de la Commission, Andrus Ansip, évoquera le paquet «cybersécurité» présenté par la Commission le 13 septembre, dont la mise en oeuvre doit contribuer à l'objectif d'une autonomie stratégique européenne en matière de sécurité du numérique. Il s'agit d'un enjeu prioritaire pour la France.

Mme Nathalie Loiseau participera également à la session du conseil affaires générales en format «article 50» (sans le Royaume-Uni). Les ministres y examineront le projet de conclusions du Conseil européen (article 50), après une présentation par Michel Barnier de l'état d'avancement des négociations de retrait du Royaume-Uni au lendemain de la cinquième session de négociations qui s'est tenue du 9 au 12 octobre. En marge de la réunion, les ministres auront une discussion sur le transfert des agences situées au Royaume-Uni (Agence européenne des médicaments et Autorité bancaire européenne). Pour mémoire, la décision finale doit être prise le 20 novembre par un vote des 27 ministres réunis en marge du conseil affaires générales (article 50).

4 - Venezuela - Annonce des résultats des élections régionales (15 octobre 2017)

La France est préoccupée par l'annonce des résultats des élections régionales au Venezuela.

Les conditions de l'organisation des élections sont contestées. De graves irrégularités sont dénoncées et l'absence de transparence dans le processus de vérification et de compilation affectent la confiance dans les résultats.

La France déplore cette situation et se concerte avec ses partenaires de l'Union européenne afin d'examiner les mesures appropriées pour contribuer à une solution à la grave crise que traverse le pays.

5 - Somalie - Attaque terroriste (14 octobre 2017)

La France condamne l'attaque terroriste qui a coûté la vie à près de 300 personnes et fait plus de 500 blessés le 14 octobre à Mogadiscio.

Dans ce moment douloureux, nous assurons l'ensemble des victimes et leurs familles de notre solidarité.

La France se tient aux côtés de la Somalie, durement éprouvée, dans la lutte contre le terrorisme.

Et à répondu aux questions suivantes :

6 - Iran

Q - L'accord nucléaire iranien a été négocié à la virgule près et prévoit une première échéance en 2025, que Washington veut remettre en cause. En indiquant que la France est prête à engager des discussions sur le «post 2025», Paris n'est-il pas en train d'affaiblir la position des autres signataires de l'accord qui répètent que ce dernier ne peut être renégocié ?

R - Comme l'a rappelé ce matin M. Jean-Yves Le Drian en marge du conseil affaires étrangères à Luxembourg, la France est attachée à la mise en oeuvre par toutes les parties de l'accord de Vienne. Il s'agit d'un accord robuste, dont la bonne application permet d'éviter durant plus de 10 ans que le programme nucléaire iranien soit détourné à des fins militaires. La France ne souhaite ni le renégocier ni l'amender en quoi que ce soit.

M. Jean-Yves Le Drian l'a clairement indiqué le 14 octobre : il ne faut pas toucher à l'accord, mais il est légitime de réfléchir à l'après-2025.

Q - Souhaitez-vous imposer des sanctions sur les pasdarans et est-ce que c'est un sujet que vous avez l'intention d'aborder à Bruxelles aujourd'hui ?

R - Le conseil des affaires étrangères de l'Union européenne permet aujourd'hui de faire le point après les annonces du président Trump sur la mise en oeuvre de l'accord de Vienne. Les chefs d'État et de gouvernement de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni ont rappelé leur attachement à cet accord, qui reste en vigueur.

Nous avons cependant des préoccupations quant au programme balistique de l'Iran et à sa politique dans la région. Mais ces questions se posent en dehors du cadre du JCPOA. Nous voulons les évoquer avec l'Iran et l'ensemble de nos partenaires concernés.

S'agissant des Gardiens de la Révolution, ils font déjà l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne au titre de leur participation au programme balistique iranien.

7 - Irak

Q - Le gouvernement de Bagdad affirme que des combattants du PKK sont présents dans la

province de Kirkouk, où de premiers combats ont opposé forces kurdes et irakiennes. Avez-vous de telles informations ? Craignez-vous que la situation dégénère encore davantage ?

R - Nous appelons toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir de tout geste susceptible d'alimenter les tensions. Il est essentiel que le gouvernement régional du Kurdistan et le gouvernement fédéral irakien poursuivent dans la voie du dialogue. Ce dialogue doit être mené dans le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak et prendre en considération les droits des Kurdes.

La position de la France concernant le PKK est constante : il s'agit d'une organisation terroriste, dont nous condamnons les actions.

8 - Syrie

Q - Vue la nouvelle stratégie agressive des États-Unis envers l'Iran est-ce que l'idée d'un groupe de contact pour la Syrie n'est pas mort-né ?

R - Quelle que soit la politique américaine à l'égard de l'Iran, la nécessité demeure d'un compromis international pour mettre fin à la guerre en Syrie.

C'est dans cette perspective que nous poursuivons nos efforts pour rassembler au sein d'un groupe de contact l'ensemble des pays qui exercent une influence en Syrie.

9 - Sahel

Q - Que pensez-vous de l'allègement de la présence militaire tchadienne au Niger dans la lutte contre Boko Haram ?

R - Il ne nous appartient pas de nous exprimer sur les mouvements de troupes tchadiennes, qui relèvent de la compétence exclusive des autorités de ce pays.

La France salue la contribution décisive du Tchad à la lutte contre le terrorisme dans le Sahel et dans le bassin du lac Tchad./.